

Intervention de la FSU (SNES-FSU et SNASUB-FSU)

lors du CTA du 28 mars 2022

La FSU s'élève contre le projet de suppressions de huit emplois de catégorie C dans l'académie de Normandie.

Nous contestons la méthode du fait accompli imposée aux chefs d'établissement et aux directeurs de CIO, sans qu'aucune réflexion en amont de ce projet n'ait eu lieu pour vérifier la pertinence de ces retraits. Sur les 8 emplois, 2 seraient prélevés sur la filière des agents de labos alors que des besoins existent. La FSU est solidaire de la lutte que mènent les personnels du lycée Marguerite de Navarre/Leclerc à Alençon, informés dès le lendemain du Groupe de Travail par nos soins et qui a permis une mobilisation le vendredi 25 mars et un appel à la grève pour le 29 mars. Le choix de ce lycée est uniquement fondé sur le départ à la retraite d'une collègue à la rentrée. Mais aucune réflexion sur les conséquences pratiques en matière de charges de missions ou d'impossibilité de mener correctement certaines d'entre elles. Cette remarque vaut également pour les CIO. Dans le projet pédagogique normand 2019-2022, la Rectrice souhaitait mettre l'équité et la justice au cœur de la politique d'éducation, associant les familles et facilitant l'accès aux droits sur tout le territoire. Les CIO, de par leur maillage sur le territoire contribuent à cet objectif. Or, lors du GT du 18 mars concernant les personnels administratifs nous découvrons que l'antenne du CIO de Eu pourrait perdre 1/2 poste, le CIO de Lillebonne 1/2 poste, le CIO de Hérouville 1 poste. Depuis 2010 les CIO ont été très largement mis à contribution perdant près du 1/3 des postes administratifs. La réduction des personnels administratifs met en cause la continuité du service public, les CIO impactés pourraient ne plus être en mesure de rester ouvert 35 heures par semaine et pendant les vacances scolaires. L'existence même de l'antenne de Eu nous semble menacée. Quelle logique alors que la charge administrative s'est considérablement alourdie avec les PSAD, SIEI, les commissions à organiser, les compte-rendu pour les DSDEN (atelier relais, passerelles, ...), l'accueil et la gestion des dossiers EANA, FOQUALE. Réduire encore les effectifs des personnels administratifs, c'est mettre ceux qui restent dans une position très difficile face à l'accueil du public et aux activités et dégrader le service rendu aux élèves et aux familles. Quelle est cette « école de la confiance » quand les actes vont à l'encontre des objectifs affichés d'équité et de justice ? La FSU demande le maintien de tous ces emplois dans l'académie.